

JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Associations et fondations d'entreprise

DIRECTION DE L'INFORMATION
LÉGALE ET ADMINISTRATIVE
26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15



www.journal-officiel.gouv.fr

Associations

Fondations d'entreprise

Associations syndicales de propriétaires

Fonds de dotation

Fondations partenariales

Annonce n° 2124

17 - Charente-Maritime

ASSOCIATIONS SYNDICALES DE PROPRIÉTAIRES

Créations

Déclaration à la sous-préfecture de Rochefort

ASSOCIATION SYNDICALE LIBRE DE PROPRIÉTAIRES 1 RUE DE L'ECHAUGUETTE

Objet : La gestion, l'entretien, la réparation, la réfection et éventuellement le déplacement de tous les équipements d'intérêt collectif à tous les volumes compris à l'intérieur du périmètre de l'Association, notamment : les réseaux eaux usées, eaux pluviales, le portail d'entrée, les clôtures. D'assurer l'harmonie générale du bâtiment existant ; le pouvoir de l'Association se limitant à une voie consultative : chaque co-volumier assurant ses travaux dans l'emprise de son volume. La création et l'acquisition de tous biens, éléments d'équipement d'intérêt collectif et de tous droits réels immobiliers nécessaires à la réalisation de son objet, ainsi que de toutes servitudes nécessaires à l'implantation, au fonctionnement et à l'entretien des ouvrages et équipements collectifs s'il en est créé. La répartition entre les membres de l'Association des dépenses de gestion et d'entretien des installations, éléments d'équipement et services d'intérêt collectif énumérés ci-dessus, conformément au tableau de répartition des charges générales de l'Etat Descriptif de Division en Volumes établi ce jour suivant acte reçu par Maître Pierre ABGRALL, notaire à Paris, ainsi que le recouvrement et le paiement des dépenses. Le contrôle du respect du cahier des charges et des servitudes de l'ensemble immobilier, avec l'exercice des pouvoirs et actions inhérents à ce contrôle. La conclusion de tous accords ou conventions en rapport avec les missions ci-dessus et d'une manière générale, toutes opérations financières, mobilières et immobilières s'y rapportant, en ce compris la conclusion d'emprunts. Le règlement de toutes les difficultés relatives aux équipements et services d'intérêt collectif, exercice de toute action judiciaire relative à son objet. Le recrutement du personnel nécessaire à son bon fonctionnement. La défense ou la représentation de l'ensemble immobilier devant les Tribunaux. Elle peut devenir propriétaire de ces installations, éléments d'équipement ou services d'intérêt collectif dans les conditions énoncées à l'article 4.3 ci-après

Siège social : 1, rue de l'Echauguette, 17300 Rochefort

Date de délivrance du récépissé : 28 septembre 2020